

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 514

Artikel: Structures et conjoncture. Partie II, Électronique : préparer la rupture
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016623>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Electronique : préparer la rupture

“Pour éviter des évolutions malencontreuses en matière d’innovation, de technologie et d’investissement”, le Vorort compte donc sur le fonctionnement pur et dur de l’économie de marché (cf. DP 513). Est-ce ainsi que la Suisse absorbera par exemple les contre-coups inévitables à l’introduction massive de l’électronique dans les circuits de production et de consommation? Nous posons la question la semaine passée, en fixant d’ores et déjà quelques points de repères dans deux domaines: le marché de l’emploi et l’électronique elle-même envisagée sous l’angle économique. La suite ci-dessous. (Réd.).

Rares sont les spécialistes qui se sont risqués, jusqu’ici, à cerner le champ d’application de l’électronique. C’est que les possibilités offertes sont innombrables: des secteurs aux caractéristiques aussi dissemblables que l’industrie, l’administration ou les “services” seront à coup sûr “touchés”. En première ligne, les transports, les communications, la distribution, les banques, les assurances auront besoin à court ou moyen terme de la micro-électronique. En Allemagne fédérale, pour donner un ordre d’idées, une étude menée très sérieusement sur la base de 2,7 millions de places de travail dans les bureaux révélait que 43% d’entre elles pouvaient être standardisées et 25 à 30% automatisées. Même son de cloche dans les milieux français compétents: l’introduction de l’électronique dans l’économie d’outre-Jura va signifier la fin de la création d’emplois dans les “services” et un développement de la production industrielle à effectifs constants (les pronostics sont plus réservés pour les petites et moyennes entreprises).

Peut-être est-ce dans le secteur des “services” qu’on voit le mieux immédiatement les raisons d’un avènement sans partage et que rien ne saurait freiner: la technologie électronique s’avère de moins en moins coûteuse tandis que les possibilités d’application à petite échelle se multiplient et que l’augmentation des performances est constante. Mais ailleurs aussi tous les diagnostics semblent concorder (avec des nuances, bien entendu): l’accroissement du potentiel de production est pratiquement partout patent, les effectifs du personnel vont en diminuant alors que “le ratio capital investi / unité d’output reste stable ou ne croît que faiblement”.

DIAGNOSTICS CONCORDANTS

Quelques chiffres qui valent bien une plus longue démonstration?

En Allemagne fédérale toujours, dans l’industrie des équipements et machines de bureau une étude centrée sur les conséquences de l’introduction de l’électronique a mis à la fois en évidence:

- une augmentation de la production de 48,9%,
- une diminution du nombre des personnes occupées de 25,8%,
- et un accroissement de la productivité par heure de travail de 10,5%.

C’est bien aux mêmes conclusions qu’on parvient en suivant l’évolution de l’industrie horlogère en Suisse de 1974 à 1978: le total du personnel occupé est passé de 76.388 à 52.669 personnes, soit une diminution de l’ordre de 30%, tandis que la productivité, elle, “s’améliorait” fortement, plus 25%! On dira bien entendu que l’irruption de l’électronique n’est pas ici seule en cause; il n’empêche: cette révolution industrielle a certainement beaucoup plus pesé sur ces résultats que les restructurations intervenues dans la branche depuis quelques années.

Bref, il n’est pas trop risqué, dans de telles

conditions économiques, démographiques et sociales de prévoir une rupture. Résumons!

ÉQUILIBRE ROMPU

Jusqu’au début des années septante, les progrès remarquables de la productivité dans l’agriculture et l’industrie ont permis d’accroître la capacité concurrentielle de ces deux secteurs et ont entraîné un dégagement de personnel. Mais si les demandes d’emploi se multipliaient (main d’œuvre disponible, pression démographique, nombreuses femmes en quête d’emploi), elles étaient largement satisfaites dans le secteur des services, caractérisé par un développement rapide et un faible taux de productivité. C’est ce mécanisme-là qui est en voie de rupture.

“Grosso modo”, les effets de l’électronique sur le marché de l’emploi se traduisent aujourd’hui déjà dans une tension entre deux pôles: d’un côté, une main d’œuvre mise en “disponibilité” après l’enregistrement des gains de productivité engendrés par la nouvelle technologie, de l’autre côté une multiplication des débouchés, favorisée par une amélioration de la compétitivité. Cette tension est d’autant plus préoccupante que si les compressions de personnel sont presque chose acquise dès le début du processus, les nouveaux débouchés sont eux plus hypothétiques et surtout plus lents à porter des fruits. Faut-il rappeler que ces mutations technologiques s’inscrivent, pour les pays industrialisés comme la Suisse, dans une période à faible taux de croissance, où la propension à investir est toujours plus faible et plus incertaine?

POUR UNE POLITIQUE STRUCTURELLE

Il reste que si les prévisions à court terme se réalisent, ce sont environ 100.000 nouveaux emplois que l’économie suisse devra créer ces dix prochaines années... Va-t-on laisser jouer les mécanismes “naturels” de l’économie de

marché? En l'absence d'une solution de rechange, le Vorort fera certainement valoir cette thèse avec succès, avec les conséquences déjà prévisibles que cela aura sur le taux de chômage (prédominance du capital). Mais si, contrairement aux vues du plus important groupe helvétique de pression économique, une politique structurelle devait être envisagée, alors elle devrait au moins comporter les volets suivants (la liste n'est pas exhaustive) au chapitre électronique, puisque c'est celui que nous avons choisi comme test:

— Un bilan d'abord s'imposerait, celui des premières mesures prises par la Confédération, les cantons et l'économie privée: programmes d'impulsion dans le domaine de la technologie de l'électronique, programmes de recherches théoriques et appliquées, accès aux banques de données;

— Pour préparer le terrain, deux études primordiales: une analyse détaillée des effets de l'introduction de l'électronique en particulier sous l'angle de l'emploi; elle devrait être menée en termes de filières de production (pour chaque type ou groupe de produits, il s'agirait d'examiner les différentes opérations techniques et économiques qui conduisent à leur production afin de déterminer dans la mesure du possible lesquelles sont menacées ou valorisées par la technologie électronique) (1). De même devrait être menée une étude des modalités de captage et de maîtrise de la nouvelle technologie, de son utilisation par les industries traditionnelles et de son application à de nouveaux développements. A la clef de ce travail, une certaine indépendance économique de la Suisse.

— Un groupe de trois préoccupations majeures trouveraient, dans cette perspective, leur place: 1. Comment faire bénéficier de l'électronique les petites et moyennes entreprises, autour desquelles s'articule le tissu industriel et ter-

tiaire de notre pays (des études menées en France révèlent qu'à l'avenir la majorité des emplois industriels créés seront le fait de petites et moyennes entreprises)?

2. Comment utiliser l'électronique pour favoriser une croissance qualitative (expansion contrôlée des secteurs tels que la protection de l'environnement, les économies d'énergies, les loisirs ou l'éducation)?

3. Comment canaliser les effets de l'avènement de l'électronique vers une diminution du temps de travail?

DEUX CAPS A DOUBLER

— Enfin, deux caps délicats à doubler seraient mis en lumière:

1. La révolution industrielle que recouvre l'affirmation de l'électronique doit s'accompagner de la mise en œuvre d'une politique active de recyclage et de réintégration de la main d'œuvre; c'est à ce seul prix qu'il sera possible d'assurer le plein-emploi; dans ce domaine comme dans d'autres — faut-il le noter — les mesures sont encore ponctuelles et peu coordonnées, les orientations générales pratiquement inexistantes.

ANNEXE

Marché de l'emploi : la dette suisse

Met-on l'accent sur un certain fléchissement, en Suisse, d'industries ayant eu jusque-là pignon sur rue? Aussitôt est invoquée la concurrence acharnée que font à notre pays certains Etats du tiers monde, situés notamment dans l'Est asiatique. Il n'est pas question de nier un mouvement général vers un transfert des lieux de production dans l'horlogerie ou le textile, pour ne citer que ces deux cas, particulièrement frappants. Mais qu'en est-il exactement

2. Jusqu'ici les grands bouleversements technologiques ont plutôt été liés à une centralisation des activités économiques, centralisation dont on découvre progressivement les tares. Dans ce domaine, les effets de l'électronique sont encore loin d'être connus.

FIN

(1) Mutations technologiques et structurelles et développement régional: "le cas de la région horlogère suisse", D. Maillat, D. Held, L.M. Boulianne. Communication présentée au congrès de l'Association internationale de sciences régionales, Fribourg 1978.

Pour compléter la réflexion sur ces sujets capitaux, consulter notamment les ouvrages qui ont inspiré ces lignes:

— "L'informatisation de la société", Simon Nora et Alain Minc, Paris, Documentation française 1978.

— "Microelectronics = a new dimension of technological change and automation", Günter Friedrichs, Bulletin d'information no. 2, Nationales Forschungsprogramm Regionalprobleme in der Schweiz.

— "Mikroprozessor — ein Baustein verändert die Wirtschaft", Robert Weiss, "Finanz und Wirtschaft", 28.6.1978.

du bilan global au chapitre du marché de l'emploi dans les relations de la Suisse avec le tiers monde? "Partenaires", le trimestriel d'Helvetas, la "Gazette de l'Association suisse d'assistance technique", faisait il y a peu le point, sous la plume de Richard Gerster, de ce problème très controversé. Ci-dessous, quelques thèses défendues dans ce stimulant et intéressant travail (1).

PEU DE CONCURRENTS

Thèse 1. S'il y a concurrence imaginable c'est avec un petit nombre seulement des pays du

SUITE ET FIN AU VERSO